

# VALDIBAS VĒSTNESIS

5058. Riga, „Valdibas Vēstnesis”  
Dzirnavu ielā 31, 3. dz.,  
Zemes ierīcības departamentam

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| Maksas par „Valdibas Vēstnesi”:                        | bez plesūtišanas:                   |
| par Ls   | (sapemot ekspedīciju)               |
| gadu . . . . . 22,—                                    | par Ls                              |
| 1/2 gadu . . . . . 12,—                                | gadu . . . . . 18,—                 |
| 3 mēn. . . . . 6,—                                     | 1/2 gadu . . . . . 10,—             |
| 1 mēn. . . . . 2,—                                     | 3 mēn. . . . . 5,—                  |
| Piesutot pa pastu un pie atkalpārdevējiem . . . . . 13 | Par atsevišķu numuru . . . . . 10,— |

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot  
-----  
**Redakcija:**  
Rīga, pili 2. ist. Tālrunis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

## Kantoris un ekspedīcija:

Rīga, pili 1. ist. Tālrunis 20031

Atvērts no pulksten 9—3

## Sludinājumu maksas:

- a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienēs līgām rindinām . . . . . Ls 4,—
- b) par katru tālāku rindinu . . . . . " " 15
- c) citu iestāžu sludinājumi par katru vienēs līgām rindinu . . . . . " " 20
- d) no privātīiem par katru vienēs līgām rindinu (par obligāt. sludin.) . . . . . " " 25
- e) par dokumentu pazaudešanu no katras personas . . . . . " " 80

50. N

Sestdien, 1936. g. 29. februāri

Devīnpadsmitais gads

Pazinojums par konvencijas apstiprināšanu tirdznieciskās apgrozības veicināšanai starp Latviju un Belģijas-Luksemburgas saimniecisko savienību un konvencijas teksts ar tulkojumu.  
Iekšlietu ministrijas rīkojuma papildinājums ieroču atļauju lietā.  
Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.  
Dzelceļu virsvaldes rīkojums.

## Paziņojums.

Rīgā 1936. gada 22. februāri parakstīta konvencija tirdznieciskās apgrozības veicināšanai starp Latviju un Belģijas - Luksemburgas Saimniecisko Savienību apstiprināta Ministru Kabineta š. g. 27. februāra sēdē. Saskaņā ar minētās konvencijas 12. panta noteikumiem, tā stājas spēkā 1936. gada 9. martā. Konvencijas teksts un tā tulkojums latviešu valodā pievienoti šim paziņojumam.

Rīgā, 1936. gada 28. februāri.

Ministru Prezidents, Ārijetu ministrs K. Ulmanis.

## Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre la Lettonie et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Le Président de la République de Lettonie,  
et

Sa Majesté le Roi des Belges,

agissant tant en son nom qu'au nom de Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, en vertu d'accords existants,

désireux de favoriser les échanges commerciaux entre les pays respectifs ont résolu à cet effet de conclure une convention, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République de Lettonie:

M. Ludvīgs Ēķis, Ministre des Finances,

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. le Baron Florent de Selys-Fanson, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipontaire en Lettonie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Article Premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'entre la valeur de l'importation lettonne dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la valeur de l'importation de l'Union Economique en Lettonie il y aura un rapport de 100:70.

Les Hautes Parties contractantes useront de tous les moyens à leur disposition pour que le rapport de 100:70 soit maintenu entre les importations lettonnes dans l'Union Economique et les importations de l'Union Economique en Lettonie. Cependant si, indépendamment de ces mesures, le rapport n'était pas réalisé à un moment donné, les Hautes Parties contractantes se consulteraient immédiatement à la demande de l'une d'elles en vue de le rétablir.

Le Gouvernement letton s'engage à mettre à la disposition des importateurs lettons, pour être uniquement affectés au paiement d'importations de l'Union Economique, les 70% des devises provenant des exportations lettonnes vers l'Union Economique et dans des conditions telles que ces devises puissent être effectivement utilisées pour le paiement des importations de l'Union Economique en Lettonie, faites en conformité de l'alinéa 1 du présent article.

### Article 2.

Afin d'assurer une répartition équitable des importations des divers produits des activités lettonne d'une part et belgo-luxembourgeoise d'autre part, les Hautes Parties contractantes tiendront compte des courants normaux d'échange entre Elles.

A cet effet Elles se réservent de se communiquer la liste des produits qui intéressent particulièrement leurs activités reciproques.

Dans le cas où les échanges commerciaux accuseraient une diminution, chacun des Gouvernements s'engage à examiner avec bienveillance les demandes de l'autre en vue de l'obtention de contingents de marchandises qui pourraient intéresser ce dernier.

### Article 3.

La valeur des produits lettons sera établie à l'importation dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise franco frontière ou cif ports belges sur la base des données statistiques belgo-luxembourgeoises.

La valeur des produits de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sera établie à l'importation en Lettonie franco frontière ou cif ports lettons sur la base des données statistiques lettones.

Les Organismes habilités à cette fin se communiqueront tous les mois les données concernant les importations reciproques. Chaque partie a le droit de demander à l'autre de corriger les données statistiques en présentant à cet effet des documents probants. Pour la mise en pratique de cette disposition lesdits Organismes s'entendent entre eux.

### Article 4.

Les permis nécessaires au transfert des paiements résultant de l'échange de marchandises entre la Lettonie et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et demandés en conformité des règlements existants seront délivrés en temps utile pour que les paiements puissent se faire à l'échéance.

### Article 5.

Les Gouvernements respectifs ou les organismes désignés par eux à cet effet pourront de commun accord autoriser les opérations de compensation privée en marchandises (troc) après examen de chaque cas particulier.

Néanmoins ces opérations pourront se faire sans commun accord, sous réserve des règlements en vigueur dans chaque Pays, jusqu'à concurrence d'une somme de Ls 5000,— par mois.

### Article 6.

La présente Convention ne s'applique pas aux marchandises d'un État tiers qui ne font que transiter à travers le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à destination de l'autre, ni à celles qui n'y sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer la nationalité lettone, belge ou luxembourgeoise.

### Article 7.

Les Gouvernements Letton, Belge et Luxembourgeois conviennent de procéder à l'examen des résultats de l'application de la présente Convention à la demande de l'une des Hautes Parties contractantes et sans préjudice de l'article 12 de la présente Convention.

### Article 8.

Les difficultés d'application de la présente Convention seront réglées de commun accord entre l'organisme Letton compétant et l'Office de compensation Belgo-Luxembourgeois.

Chaque Gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs et exportateurs à employer le système de règlement tel qu'il est prévu dans la présente Convention.

### Article 9.

Il est bien entendu que la présente Convention s'applique en paiement des fournitures faites antérieurement à cette Convention, mais dont l'échéance est postérieure.

### Article 10.

Toutes les créances commerciales nées ayant la dénonciation éventuelle de la présente Convention seront liquidées en conformité de la présente Convention même si leur échéance est postérieure à la date de son expiration.

### Article 11.

En cas de dénonciation de la Convention par l'une des Hautes Parties contractantes, s'il existait au moment de l'expiration de ladite Convention un solde non utilisé en Lettonie en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ou dans l'Union Economique des créances non échues en faveur de la Lettonie, il est entendu que les Hautes Parties contractantes continueront à prendre les mesures prévues au présent accord en vue d'en assurer l'épuisement ou le règlement.

### Article 12.

La présente Convention entrera en vigueur le 9 mars 1936 et aura une durée de trois mois.

Si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncée trente jours avant son échéance, la susdite Convention sera prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois mois, et ainsi de suite, aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin moyennant un préavis de trente jours.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Riga, le 22 février 1936.

(signé) L. Ēķis.

(signé) B<sup>on</sup> F. de Selys-Fanson.

L. s.

L. s.

Tulkojums.

## Konvencija tirdznieciskās apgrozības veicināšanai starp Latviju un Belģijas-Luksemburgas Saimniecisko Savienību.

Latvijas Republikas Prezidents

un

Viņa Majestāte Belģiešu Karalis,

kā savā vārdā, tā arī, uz pastāvošo ligumu pamata, Viņas Karaliskās Augstības Luksemburgas Lielhercogienes vārdā,

vēlēdāmies veicināt tirdzniecisko apgrozību attiecīgo valstu starpā, nolēmuši šajā nolūkā noslēgt konvenciju un iecēluši par saviem pilnvarniekiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Ludvigu Ēķa kungu, finanču ministru,

Viņa Majestāte Belģiešu Karalis:

Baronu Florent de Selys-Fanson kungu, savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru Latvijā,

kuji, uzrādījuši savas attiecīgās pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Augstā Lidzējas puses vienojas, ka starp Latvijas importa vērtību Belģijas-Luksemburgas Saimnieciskā Savienībā un Saimnieciskā Savienības importa vērtību Latvijā būs attiecība 100:70.

Augstā Lidzējām pusem jāpiemēro visi viņu rīcībā esošie līdzekļi, lai starp Latvijas importu Saimnieciskā Savienībā un Saimnieciskā Savienības importu Latvijā uzturētu attiecību 100:70. Ja tomēr, neatkarīgi no šiem līdzekļiem, zināmā bridi šī attiecība nebūtu sasniegta, Augstā Lidzējas puses, uz vienas puses pieprasījumu, nekavējoties apsprendīties, lai to atjaunotu.

Latvijas valdība apņemas nodot Latvijas importieru rīcībā, vienīgi no Saimnieciskā Savienības nākušā importa samaksai, 70% no valūtas, kas ienāk no Latvijas eksporta uz Saimnieciskā Savienību, ar tādiem nosacījumiem, lai šo valūtu tiešām varētu izlietot samaksai par Saimnieciskā Savienības importu Latvijā, kas izdarīts saskaņā ar šā panta 1. rindkopu.

2. pants.

Lai nodrošinātu vienkārt Latvijas un otrkārt Belģijas-Luksemburgas Saimniecisko nozaļu dažādo ražojumu importa taisnīgu sadalījumu, Augstā Lidzējas puses ievēros normālo apgrozījumu kustību viņu starpā.

Šajā nolūkā viņas patur iespēju nosūtit viena otrai to ražojumu sarakstu, kuji sevišķi interesē viņu abpusējās Saimnieciskās nozares.

Ja tirdznieciskā apgrozība samazinātos, ikkatras Valdība apņemas labvēlīgi pārbaudīt otras Valdības līgumus pēc tā preču kontingentiem, kurās varētu pēdējo interesēt.

3. pants.

Latvijas ražojumu vērtība, ievēdot tos Belģijas-Luksemburgas Saimnieciskā Savienībā, aprēķināma franko robeža vai cif Belģijas ostas, pamatojoties uz Belģijas-Luksemburgas statistiskām ziņām.

Belģijas-Luksemburgas ražojumu vērtība, ievēdot tos Latvijā, aprēķināma franko robeža vai cif Latvijas ostas, pamatojoties uz Latvijas statistiskām ziņām.

Sajā nolūkā pilnvarotās iestādes nosūta katru mēnesi viena otrai ziņas par abpusējo importu. Katrai pusei ir tiesība, uzrādot šajā nolūkā pierādījuma dokumentus, prasīt otru, lai tā izlabo statistiskās ziņas. Minētām iestādēm par šā noteikuma piešķiršanu savā starpā jāvienojas.

## 4. pants.

Saskaņā ar pastāvošiem noteikumiem pieprasīmās vajadzīgās atļaujas to maksājumu pārvešanai, kuri izriet no preču apgrozības starp Latviju un Beļģijas-Luksemburgas Saimniecisko Savienību, jāizsniedz laikus, lai maksājumus varētu izdarīt termiņā.

## 5. pants.

Attiecīgās valdības vai viņu šim nolūkam izraudzītās iestādes var kopīgi vienojoties atļaut privātas norēķināšanās operācijas precēs (maiņas tirdzniecību), pārbaudot katru atsevišķu gadījumu.

Sīs operācijas, nepārsniedzot Ls 5000,— mēnesi, tomēr var izdarīt bez kopīgas vienošanās, ievērojot katrā valstī pastāvošos noteikumus.

## 6. pants.

Šī konvencija nav piemērojama kādas trešās valsts tādām precēm, ko tikai transeitē caur vienas Augstās Līdzējas puses territoriju uz otras Līdzējas puses territoriju, vai arī, kas nav pietiekoši apstrādātas, lai tām varētu piešķirt Latvijas, Beļģijas vai Luksemburgas piederību.

## 7. pants.

Latvijas, Beļģijas un Luksemburgas valdības vienojas uzsākt šās konvencijas piemērošanas iznākumu pārbaudi uz vienas Augstās Līdzējas puses pieprasījumu un neatkarīgi no šās konvencijas 12. panta noteikumiem.

## 8. pants.

Grūtības, kas rastos šo konvenciju piemērojot, kārtojamas Latvijas piekritīgai iestādei un Beļģijas-Luksemburgas norēķināšanās iestādei kopīgi vienojoties.

Katra Valdība, ciktāl tas uz viņu attiecas, sper vajadzīgos sojus, lai piepiestu importierus un eksportierus ievērot tādu kārtošanas sistēmu, kādu paredz šī konvencija.

## 9. pants.

Noteikts, ka šī konvencija piemērojama to preču samaksai, kuras piegādātas pirms šās konvencijas, bet kuļu samaksas termiņi nāk vēlāk.

## 10. pants.

Visi tirdzniecīskie prasījumi, kas cēlušies pirms šās konvencijas varbūtējās uzticēšanas, jānokārto saskaņā ar šo konvenciju pat tad, ja to samaksas termini noteikti pēc viņas izbeigšanās datuma.

## 11. pants.

Ja viena no Augstām Līdzējām pusēm uzteic šo konvenciju un tās izbeigšanās bridi Latvijā ir neizlietots saldo par labu Beļģijas-Luksemburgas Saimnieciskai Savienībai, vai arī ja Saimnieciskā Savienībā Latvijai ir prasījumi, kuriem vēl nav pieņācis samaksas termiņš, tad noteikts, ka Augstām Līdzējām pusēm joprojām jāsper šajā konvencijā paredzētie soji, lai nodrošinātu dzēšanu vai nokārtošanu.

## 12. pants.

Šī konvencija stājas spēkā 1936. gada 9. martā un paliek spēkā trīs mēnešus.

Ja neviens no Augstām Līdzējām pusēm to nav uzteikusi trīsdesmit dienas pirms tās termiņa, tad minētā konvencija atjaunojas kļūsot uz trim mēnešiem un tā joprojām tiek ilgi, kamēr viena no Augstām Līdzējām pusēm nav paziņojuši savu nodomu to izbeigt, uzteicot trīsdesmit dienas iepriekš.

Šo apliecinot, pilnvarnieki parakstīja šo konvenciju, uzspiežot tai savus zīmogus.

Izgatavota divos eksemplāros Rīgā, 1936. gada 22. februāri.

(paraksts) L. Ēķis  
Z. v.

(paraksts) B<sup>on</sup> F. de Selys-Fanson  
Z. v.

## Valdības rīkojumi un pavēles.

## Rīkojums.

Pamatoties uz noteikumu par kaļa stāvokļu 17. pantu, papildinu savu 1934. g. 16. maija N. 11828/1028. rīkojumu par ieroču atļaujām, izteicot 3. punktu šādi:

3) visus, kas tur ieročus, to dajās, šaujamos materiālus, pulveri, patronas u. t. t. pēc 2. punktā norādītiem termiņiem, saukt pie atbildības uz kaļa stāvokļa noteikumu pamata.

Rīgā, 1936. g. 27. februāri. 787.

Iekšlietu ministrs V. Gulbis.  
Administr. depart. direktors Anšmits.

Aptiprinu

Rīgā, 1936. g. 25. februāri.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

## Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

## Grozījumi starptautiskā telegrafa tarifā.

43. lapp. Maderas sala — piezīmēs svitrot Dlt.

50. lapp. Dominikānā republika — svitrot S. Domingo City un nosvitrotā nosaukuma vietā ierakstīt Ciudad Trujillo.

51. lapp. Kaimānu Lielā sala (Grand Cayman) — Georgetown — piezīmēs svitrot MP, Ouv., FS, TMx.

57. lapp. Afganistana — piezīmēs jābūt: D, Nlt, Dlt, Šifr. valodā pieblaistas tikai valsts teleg.

61. lapp. zem Kinās ierakstīt: Jemen Via Eastern 318 Šifr. tigr.

Tigr. norun. valodā pieblaistas, ja attiecīgu koda vārdnicu uzrāda Yemens teleg.

70. lapp. Fidži salas — Suva — izlābot vārda maksu Via Transradio par 313 sant.

75. lapp. Rotuma sala — izlābot vārda maksu par 334 sant.

86. lappuses I slejā zem Ziemeļ-Rodēzijas ierakstīt Maderas sala, II slejā — 50, III slejā — 25 un IV slejā — 1250.

101. lapp. I slejā pēc Rodriguez salas ierakstīt Rotuma salu un II slejā parādīt 75. lappusi.

101. lapp. Maderas sala — vēstules telegrammu slejā parādīt 86. lappusi.

100. lapp. I slejā zem Japānas ierakstīt Jemen un II slejā parādīt 61. lappusi.

Sie grozījumi stājas spēkā ar izsludināšanas dienu.

Rīgā, 1936. g. 24. februāri.

Pasta un telegr. direkt. v. V. Krūmiņš,

Ekspluatāc. pārv. priekšn. v. O. Matisons.

Aptiprinu

1936. g. 28. februāri.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

## 82. rīkojums

par pārgrozībām 1935. g. 98. rīkojumā laukstrādnieku pārvadāšanai par pazemīnātu maksu.

98. rīkojumu par braukuma maksas pazeminājumu laukstrādniekiem, kas izsludināts „Valdības Vēstneša” 1935. g. 52. numurā un „Dzelzceļu Vēstneša” 9. numurā, grozīt un papiļdināt šādi:

a) apliecības parauga augšējā labajā stūri un arī pārējā rīkojuma tekstā, vārdus: „dažādu ieņēmušu kvīts” atvietot vajadzīgā locījumā ar vārdiem: „grupu braucieni biļete”;

b) 3. punkta beigās ievietot sekojošo:

„Ja pārvadājama ārzemju laukstrādnieku grupa no Indras, Zemgales vai Meitenes stacijas, tad apliecībā laukstrādnieku vārdi un uzvārdi un pasu numuri nav jāmin, bet vienīgi jāuzrāda vārdiem grupā pārvadājamo laukstrādnieku skaits ar atzīmi, ka viņi ir ārzemju laukstrādnieki”;

c) 4. punkta sākumā pēc vārda: „Apliecība” ierakstīt šādu papildējumu: „kurā minēti pārvadājamo laukstrādnieku uzvārdi un vārdi”, liekot to kommatos;

d) 5. punktu izteikt šādā jaunā redakcijā;

„5) Ja pārvadājams viens vai divi laukstrādnieki un arī ja pārvadājama ārzemju laukstrādnieku grupa no Indras, Zemgales vai Meitenes stacijas, tad apliecība izbraukšanas stacijā jāiesniedz vienā eksemplārā, bet pārējiem laukstrādnieku pārvadājumiem grupās (ne mazāk kā 3 pers.) — divos eksemplāros”;

e) 6. punkta otro teikumu atvietot ar sekojošo: „Kā braukšanas dokuments atsevišķiem braucējiem izsniedzama grupu braucieni biļete, ārzemju laukstrādnieku grupu braucieniem no Indras, Zemgales vai Meitenes — grupu braucieni biļete un pēc braucēju skaita ekskursantu kuponu, bet pārējām grupām bez tam vēl apliecības otrie eksemplāri”;

f) šā paša punkta beidzamā teikuma sākumā līdz ar „a” burtu izteikt šādi: „Grupu braucieni biļete starp citu jāuzrāda:

a) ja pārvadājams viens vai divi laukstrādnieki — to vārdi un uzvārdi un arī apliecības 3. iedalē uzrādīto darba grāmatīnu, personas apliecību vai pasu numuri”;

g) 9. punkta beigās likt kommatu un pēc tā ievietot sekojošo: „pie kam ārzemju laukstrādniekiem, kuri brauks grupās no Indras, Zemgales vai Meitenes stacijas, līdz ar braukšanas dokumentiem jāuzrāda darba līgums vai pase”.

Rīkojums stājas spēkā 1936. g. 2. martā.

Dzelzceļu galvenais direktors

K. Blodnieks.

Finanču direktors H. Mazkalniņš.

## Iecelšanas un atvainījumi.

## 845. lēmums.

Pārgrozot savu 1935. g. 24. jūlijā lēmumu par valdes un revizijas komisijas iecelšanu Latvijas stiklstrādnieku arībiedribai („Valdības Vēstneša” 1935. g. 167. n.), atceļu Juri Balteinī no Latvijas stiklstrādnieku arībiedribas revizijas komisijas priekšsēdētāja amata un viņa iecelju Jāni Putraimū; atceļu Eduardu Čamāni no revizijas komisijas loceklā amata un viņa vietā iecelju Ignatu Kalvanu.

Rīgā, 1936. g. 25. februāri.

Iekšlietu ministra b. A. Bēriņš.

Administr. depart. direktors Anšmits.

## 846. lēmums.

1936. g. 25. februāri, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedribu, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību iznēmuma stāvokļa laikā 14<sup>6</sup>. pantu („Valdības Vēstneša” 1934. g. 163. num.), atceļu Leonu Saiceviču no Polu katoju jaunatnes biedribas Latvijā Rēzeknes nodaļas valdes loceklā amata un viņa vietā iecelju Antonu Snelveli.

Iekšlietu ministra b. A. Bēriņš.

Administr. depart. direktors Anšmits.

## 847. lēmums.

1936. g. 25. februāri, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedribu, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību iznēmuma stāvokļa laikā 14<sup>6</sup>. pantu („Valdības Vēstneša” 1934. g. 163. num.), atceļu Kārli Jirgenu un Alberta Ziediņu no Viļcīema muzikas un dziedāšanas biedribas valdes loceklā amata un viņa vietā iecelju Jūliju Pumpruru un Arvidu Krievīnu, bez tam iecelju par biedribas valdes loceklī Arturu Ponī.

Iekšlietu ministra b. A. Bēriņš.

Administr. depart. direktors Anšmits.

## 848. lēmums.

1936. g. 26. februāri, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedribu, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību iznēmuma stāvokļa laikā 14<sup>6</sup>. pantu („Valdības Vēstneša” 1934. g. 163. num.), atceļu Arturu Zagaru no Zaķusalas bīrvrātīgo ugunsdzēsēju biedribas komandas virsnieka palīga amata.

Iekšlietu ministra b. A. Bēriņš.

Administr. depart. direktors Anšmits.

## 849. lēmums.

Pārgrozot savu 1935. g. 2. maija 408. lēmumu par jaunas valdes un revizijas komisijas iecelšanu Tukuma diakonisu slimnīcas biedribai („Valdības Vēstneša” 1935. g. 100. num.), atbrīvoju Aleksandru Baronīnu no Tukuma diakonisu slimnīcas biedribas revizijas komisijas loceklā amata un viņa vietā iecelju Franci Barēviču.

Rīgā, 1936. g. 26. februāri.

Iekšlietu ministra b. A. Bēriņš.

Nacionālā opera. Sestdien, 29. februāri, „Hamlets” ar A. Kaktinu, A. Liberti-Rebani, E. Kukaini, M. Vētru. Dirigents J. Kalnīns. Parastās pusēnas. — S vētdien, 1. martā, plkst. 13.30 tautas izrādē „Grāfiene Mārica”. Dirigents J. Kalnīns. Katrs pieaudzis var nekti 1 bērnu par brīvu līdz, 2 bērni var nakti ar 1 bēbli; plkst. 19.30 „Lohengrīns”, ar A. Priednieku pirmo reizi titulomā. Dirigents T. Reiters. Apvienot Nac. operas un Reitera koris. Parastās pusēnas. — Pirmdien, 2. martā, „Hamlets” ar A. Kaktinu, A. Liberti-Rebani, E. Kukaini, N. Vasileju u. c. Dirigents J. Kalnīns. Parastās pusēnas. — Otrdien, 3. martā, „Bajadēra”. Parastās pusēnas.

Nacionālās operas kultūrlīma. Sestdien, 29. febr., plkst. 20. Strazdumuižā pie Juglas „Rozainās dienās” un „Tapina atgriešanās” un 20. pamatskolā, Kuznecova ielā 2, „Pelavas”.

Nacionālais teātrs. Sestdien, 29. febr., plkst. 19.30 „Viņas pēdējā loma”. — Svētdien, 1. martā, plkst. 14. lētā izrādē „Zvejnieka dēls” 2. daļa; plkst. 19.30 „Ziedosais jaunības laiks”; parastās pusēnas. — Pirmdien, 2. martā, plkst. 19.30 1. pilsētas pamatskolai par labu „Bierantos”.

Dailēs teātrs. Sestdien, 29. febr., par tautas izrāzu cēnām „Trejmētīnas” ar prof. P. Zaksu. — Svētdien, 1. martā, diena lētā

izrāde „Vecais pilskungs” 50. izrāde un vakārā „Rīga”. — Pirmdien, 2. martā, „Rīga”. — Otrdien, 3. martā, lētā izrādē komēdija „Viss pa gaisu”.

Dailēs teātra nākošā pirmizrādē 7. martā Hela stila festivālā „Napoleons”. Līgā tēlotās laikmetis ietvei spožākās lapas puses pasaules vēsturē. Tas ir varonu laikmets, kad tika pārveidota ne tikai Francijas, bet visas Eiropas sabiedriskā ikārtā. Napoleons deva pamatu jaunai sabiedriskai ikārtai un jaunam lielam laikmeta garam, uz kura Eiropa baistās vēl līdz šai dienai.

Rīgas Mazais teātris. Sestdien, 29. febr., plkst. 20. Strazdumuižā pie Juglas „Rozainās dienās” un „Tapina atgriešanās” un 20. pamatskolā, Kuznecova ielā 2, „Pelavas”.

## Literatūra.

Paskaidrojumus par izrunu, nozīmi un viedu izlūdzos šādiem vārdiem: iebalsot, iebauža, iebēdit, iebest, iehildēt, iebilsties, iebīties, ieblensties, ieblīnēt, iebrazīt, iebrevēties, iebrugēt, iebties, iebujietis, iebodzināt, iecava, iecipt, iecirtība, iecāmsties, iedaba, iedairīties, iedalstīt, iedaša, iedenderēt, iedenkt, iedergties, iedēbt, iedēklis, iedibināt(ies), iedimzāt, iedipāt,

Rīgas apr. 3. iec. miertiesnesis uz Civilproc. nolik. 1628. 1629. un 1694. p. paināta pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1935. g. 7. jūnijā mirušā Voldemāra Pētera d. Čimkas testēm.

Jelgava, 1936. g. 25. februāri. M. 1411/36. 38715g. Priekšsēdēt. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devīngtēls.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1935. g. 28. sept. mirušā Katrīnas Rozenšteins, dzim. Ozoliņš, testēm.

Jelgava, 1936. g. 25. februāri. M. 1398/36. 38716g. Priekšsēdēt. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devīngtēls.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 17. janv. mirušā Jāna Kārla d. Eichenbaumā testēm.

Jelgava, 1936. g. 25. februāri. M. 1408/36. 38717g. Priekšsēdēt. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devīngtēls.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 11. janv. mirušā Afanasija Feoktista d. Kitova testēm.

Jelgava, 1936. g. 25. februāri. M. 1412/36. 38718g. Priekšsēdēt. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devīngtēls.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1935. g. 19. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 23. nov. mirušā Jūra Krišjāna d. Leča (Letz) testēm.

Jelgava, 1936. g. 25. februāri. M. 1413/36. 38719g. Priekšsēdēt. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devīngtēls.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1935. g. 1. dec. mirušā A. Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936. g. 1. dec. mirušā Friča Krišjāns d. Šperfāla testēm.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. pantu, pazīno, ka šīs tiesas sēde ū. g. 9. martā attaisis un nolasis 1936.

Daugavpils apgabalt, Jaunlatgales iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Bormānis (kanceleja Jaunlatgalē Lāptplēša ielā 20), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p. pažīmē, ka:

1) Latvijas Hipotēku bankas prasības piedziņai 1936. gada 5. sept. plkst. 10. Daugavpils apgabaltieses civilnodalas sēzū zālē pārdošanai, kas atrodas Jaunlatgales apr., Jaunlatgales pilsētā, Rūpniecības ielā 2 un Gravju ielā 2, ievesta 2. hipot. iec. zemes grāmatu reģistra 1870. num. un sastāv no zemes gabala 235F, aptver 33800 kv. mtr. pilnā sastāvu;

2) nekustamās mantas izsoles Ls 670,—, bet solīšana saskaitā, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 5800,—, Latvijas hipotēku bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daja — Ls 67,— un jāuzrāda tieslietu ministra atlauja pārdomās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodajā;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanai, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visi pārdomās nekustamās mantas dokumenti iekštamī tieši izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles denas Daugavpils apgabaltieses 3. civilnodalas kancelejā.

Jaunlatgalē, 1936. g. 24. febr. L. 138/36. 38473

Tiesu izpild. v. i. J. Bormānis

Daugavpils apgabalt. Viļēnu iec. tiesu izpildītājs O. Vilks (kanceleja Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) Elenas Rick mantiniekā Jāzepa, arī Jezups-Henriks, Rika (Rück) prasības apmierināšanai 1936. g. 5. septembri plkst. 10. Daugavpils apgabaltieses sēzū zālē pārdošanai 1. publiskā izsole Otona (Ontona) un Masjas Reiju nekustamā mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuīžas pag., Brīšķu sādžas zemes robežas, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 15386. num. un sastāv no 19. viensētas 2 zemes gabalem, 11,72 ha kopplatībā, pie kam Viests zemes bankas prasības nokārtosanas gadījumā tiks pārdotas vienīgi Antonam Reimim piederīšas iepūšuma tiesības 0,857 īdeilās dajās šai nekustamā mantā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2368,—;

3) tai ir hipotēku parāds;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāuzrāda tieslietu ministra atlauja pārdomās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodajā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantu pārdošanai, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomās nekustamās mantas dokumenti iekštamī tieši izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles denas Daugavpils apgabaltieses 3. civilnodalas kancelejā.

Vilēnos, 1936. g. 25. februāri. 38757 Tiesu izpild. O. Vilks.

Daugavpils apgabalt. Viļēnu iec. tiesu izpildītājs O. Vilks (kanceleja Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes apr. Varakļānu pag. Dekšeri sādžas zemes robežas, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4830. num. un sastāv no zemniekiem piešķirtas 42. zemes viensētas, 10,85 deset. platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2273,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 3000,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāuzrāda tieslietu ministra atlauja pārdomās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodajā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanai, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomās nekustamās mantas dokumenti iekštamī tieši izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles denas Daugavpils apgabaltieses 3. civilnodalas kancelejā.

Vilēnos, 1936. g. 25. februāri. 38755 Tiesu izpildītājs O. Vilks.

Daugavpils apgabaltieses Viļēnu iec. tiesu izpildītājs O. Vilks (kanceleja Viļēnos, Rēzeknes ielā 14), paziņo, ka:

1) prasību piedziņai; a) Girša Šera Ls 56,07 ar proc., b) Aloiza Stačeka Ls 325,— ar proc., c) maksātnespējīgās Viļēnu krājaijdevu sabiedrības konkursa valdes Ls 425,91 ar proc., Ls 130,— ar proc. un Ls 130,— ar proc., d) Viļēnu pag. pārvaldības Ls 965,52 ar proc., e) Valsts saimniecības departamenta linu monopola nodajās Ls 24,48 ar proc., f) Valsts saimniecības departamenta apdrošināšanas nodajās Ls 15,61, g) Nodokļu departamenta piederīšanas nodajās Ls 16,64 un h) Vladislava Čupana Ls 878,42 ar proc. 1936. g. 5. septembri plkst. 10 Daugavpils, Daugavpils apgabaltieses sēzū zālē pārdošanai 1. publiskā izsole Izidora Kniķsta nekustamā mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Viļēnu (agrāk Varaķānu) pag. Trupu sādžas zemes robežas, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 6806. num. sastāv no 17. viensētas, 17 un 17a zemesgabalem, 11,060 ha kopplatībā ar īkām;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1500,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1400,— Latvijas bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daja — un jāuzrāda tieslietu ministra atlauja pārdomās nekustamās mantas iegūšanai tanis

Nodokļu departamenta nodokļu piedziņēs paziņo, ka 1936. g. 7. martā, plkst. 11.30, Rīgā, Dzirnavu ielā 45/47, rest., pārdošanai Lietuvā pasi, ko Lietuvā konsuls Riga izdevis Anetei Lode. 38696

Rīgā, 1936. g. 28. februāri.

Nodokļu piedzin. N. Springis.

Latvijas Universitāte izsludina par nederigu studentes Irenes Zandbergs nozaudēto legitimācijas 1923. karti. 38836

Iespējot Valsts tipografiā.

Nodokļu departamenta nodokļu piedziņēs paziņo, ka 1936. g. 7. martā, plkst. 11.30, Rīgā, Dzirnavu ielā 45/47, rest., pārdošanai Lietuvā pasi, ko Lietuvā konsuls Riga izdevis Anetei Lode. 38696

Rīgā, 1936. g. 28. februāri.

Nodokļu piedzin. N. Springis.

Latvijas Universitāte izsludina par nederigu studentes Irenes Zandbergs nozaudēto legitimācijas 1923. karti. 38836

Iespējot Valsts tipografiā.

## Valsts cukura monopolā pārvalde

Rīga, L. Smilšu ielā 1/3

5. g. 10. martā plkst. 10

### izdos rakstveida sacensībā

**3200 m t kalķakmeņa piegādi,** franko vagoni Jelgavas cukurfabrika

**3400 m t kalķakmeņa piegādi,** franko vagoni Liepājas cukurfabrika

**2300 m t kalķakmeņa piegādi,** franko vagoni Krustpils cukurfabrika.

Ar tuvākiem sacensībām noteikumiem var iepazīties pārvadē, parastā darba laikā. L. 5263

38829

Ventspils apr. priekšnieks 1) izsludina par nozaudētu un nederīgu motocikla skārdu numuru ar uzrakstu: Rīga 35/36. 856, un 2) atsauc savu izsludinājumu, kas ievērots „Valdības Vēstnesi”, š. g. 31. num. par Simcha Gašela nozaudētu Latvijas iekāpīti M. J. N. 02273/320055, kas atrasta. 38697/98

Maksātnespējīga parādnieka arpus tirdzniecības Martīna Buša zv. aizgādīga zvēr. adv. Kārlis Eglijs uzaicina kreditus ierasties 1936. g. 20. marta plkst. 16, Rīga, Kr. Barona ielā 24/26, 1. dz. uz

### KREDITU SAPULCI

Dienas kārtība:

1) Zvēr. aizgādīga zipojums;

2) konkursa valdes vēlēšana;

3) zvērināta aizgādīga atalgojums;

4) dažādi iautājumi. 38812g

Zvēr. aizgādīns zv. adv. Kārlis Eglijs.

Ar iekšlieta ministra 1936. g. 14. februāra lēnumu („Valdības Vēstnesi” 1936. g. 40. num.)

slēgtās Rīgas trūcīgo iedzīvotāju palīdzības biedrības

likvidācijas komisija uzaicina visus minētās biedrības mantas turētājus, debitorus, kreditorus un citas ieinteresētās personas pieteikties 1 mēnesī laikā pēc šī izsludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesi”.

Termiņā nepieciešams prasības atzīs par spēku zaudējusām.

Visi paziņojumi jāiesniedz likvidācijas komisijai Rīgā, Getrūdes ielā 89, 28. dz. 38816

Likvidācijas komisija.

Latvijas melderu apvienības

likvidācijas komisija, pamatojoties uz Likumu par Amatniecības kameru, uzaicina šī apvienības kreditorus pieteikti savas prasības pret apvienību 1 mēnesī laikā pēc šī izsludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesi”. Norādīta laikā nepieciešams prasības zaudējums spēku.

Rīga, Rātslaukumā 1.

Likvidācijas komisija.

Rīgas žīdu skārdnieku meistaru biedrība.

notiks sestdien, 1936. g. 14. martā plkst. 13, biedrības telpās, Rātslaukumā 7, ar sekjošo dienās kārtību:

1) Sapulces darbinieku vēlēšana;

2) 1935. g. pārskats ar revīzijas kom. un padomes zipojumiem;

3) pēļpas sadalīšana;

4) 1936. g. budžets;

5) biedru priekšlikumi, sask. ar stat. 37. §;

6) vēlēšanas.

Piezīme. Ja uz šo sapulci nesanāktu statūtu 31. Š. noteiktās biedrības izmaksas sapulce notiks š. g. 30. martā plkst. 18, Melngalvu zālē, Rātslaukumā 5, ar to pašu dienās kārtību. Si sapulce būs pilnīgātie pie katrā biedrīša skaitā.

Biedram, kas saskaņā ar stat. 33. Š. ūnokārtojis pret kreditbiedrību, savas saistības, nav tiesības sapulcē piedalīties.

38418 Valde.

Priekšēd. Jāzeps Helsteins.

Rīgas Jūrmalas dārzkopības un

lauksmiņniecības kooperatīvs „Dārzkopīs”

savā 1936. g. 2. februāra pilnā biedru sapulcē notēma likvidēties.

Visas prasības pret kooperatīvu jāpieteic 1 mēnesī laikā pēc šī izsludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesi” likvidācijas komisijai Mellužos, Mellužu pr. 35F. 38825

Likvidācijas komisija.

Slēgtās Dzedru mazsalīnieku krājaijdevu sab. likvidātors,

uz noteikumu par kooperatīvām sabiedrībām un to savienībām (lik. 1934. g. 31) 81. un 82. pamata, uzaicina šī kooperatīva kreditorus pieteikti viņam savus prasījumus pret kooperatīvu 1 mēnesī laikā pēc šī izsludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesi”.

Visas prasības pret kooperatīvu jāpieteic 1 mēnesī laikā pēc šī izsludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesi” likvidācijas komisijai Mellužos, Mellužu pr. 35F. 38825

Likvidā